

# Les solutions et opportunités d'une «smart région» pilote

• Les premières concrétisations du partenariat avec l'Île de France

• Mobilité, recyclage, innovation numérique... les priorités

UN peu plus d'un an après le démarrage du partenariat entre Casa-Settat et l'Île de France, c'est l'heure des premières concrétisations. Valérie Péresse, présidente de la région francilienne (dont Paris est le chef-lieu), s'est rendue la semaine dernière au Maroc pour participer au Forum de l'innovation «Futur.E.S in Africa», qui s'est tenu à Casablanca. Il s'agit là d'un évènement visant à stimuler les échanges entre les écosystèmes numériques marocains, africains et français. Objectif: développer l'innovation digitale qui sera érigée en tant que levier de transformation des territoires pour le bénéfice des citoyens, des usagers, des entreprises et des visiteurs de la région. Ce déplacement de Péresse intervient aussi plus d'un an après la conclusion de l'accord de partenariat reliant les deux régions (cf. notre édition du 7 décembre 2017). Tout l'enjeu étant de renforcer les liens entre les deux parties, faire le point sur les concrétisations, voire accélérer des chantiers. Cet accord porte, rappelons-le, sur plusieurs domaines tels que le développement économique et l'emploi (en offrant par exemple un cadre privilégié aux investissements croisés), la recherche et l'innovation (partenariats entre universités franciliennes et marocaines), l'éducation et la formation (notamment par le biais d'échanges d'expériences entre les centres de formation par alternance et les lycées professionnels français et marocains), le développement durable, les énergies renouvelables et la transition énergétique, mais aussi l'aménagement du territoire, l'urbanisme et les transports publics.

Autant de secteurs-clés pour une région qui vient de définir ses priorités pour le mandat de Bakkoury (2016-2021). Le Plan de développement régional, voté en mars 2017, a défini une panoplie de projets (dont le financement nécessitera une enveloppe de 115 milliards de DH). La région Casa-Settat a déjà identifié des dizaines de projets dans des domaines liés à l'environnement, le milieu rural, la qualité de vie, le transport, l'emploi, l'urbanisme... Des axes qui convergent avec ceux du partenariat avec l'Île-de-France. «L'intérêt de ce type de coopé-



Valérie Péresse, présidente de la région Île-de-France, était en déplacement à Casablanca la semaine dernière à l'occasion du Forum de l'innovation franco-marocain «Futur.E.S in Africa» (Ph. L'Economiste)

ration est de se tenir au courant des marchés potentiels des deux côtés. Le simple fait d'avoir accès à l'information sur les marchés publics est crucial», explique Valérie Péresse.

L'Île-de-France compte dans son tissu économique les leaders mondiaux de la ville durable, parmi lesquels Veolia, Vinci, Suez, JC Decaux ou bien encore

place des structures d'accélération pour faire évoluer les structures innovantes à la fois casablancaises et franciliennes. L'intérêt est de faire des échanges dans les deux sens pour le partage d'expériences, avec des facilités de visa. Des acheteurs publics et des maires franciliens vont s'enquérir des innovations de startups marocaines qui vont pitcher

avec le territoire de Casa-Settat :

## ■ Startups & smart région

L'Île-de-France fait le pari de mettre en place des accélérateurs de startups dans la région de Casablanca. Valérie Péresse vient d'ailleurs de mettre en place avec Miriem Bensalah-Chaoune, présidente de la CGEM, une série de mesures censées assurer un nouveau décollage au tissu des jeunes pousses de la région de Casablanca. Pour commencer, des jumelages entre incubateurs seront créés. L'enjeu est de mettre en

sont appelés à disparaître et des milliers d'autres qui devront se créer, voire se développer à l'avenir. La priorité pour négocier ce virage numérique consiste à déployer, voire accélérer le très haut débit à l'échelle de l'ensemble du territoire. Il va falloir fibrer (fibre optique) l'ensemble des villes, villages et localités... L'enjeu à l'avenir étant de mieux gérer les flux de transport, optimiser le télétravail, moins de stress, plus de productivité dans les services/business, et une meilleure qualité de l'air. La digitalisation implique la naissance de nouveaux métiers et compétences. Là il y a un gisement d'emplois pour les jeunes informaticiens, développeurs, codeurs... Il y a également un gros potentiel à recruter des chômeurs de longue durée, ou des personnes qui optent pour la reconversion professionnelle. Le numérique devra également apporter de nouveaux services intelligents et activités de commerce dans les petites localités, les quartiers, les villages...

## ■ Mobilité/déplacement

L'un des enjeux majeurs du partenariat entre Casablanca et l'Île-de-France réside dans les solutions de mobilité et transport. Il s'agit d'anticiper les solutions de demain tout en consolidant les acquis de l'existant. Dans ce sens, la réflexion va vers les moyens de transport qui privilégient zéro pollution, qualité de l'air... Tram, train RER, intermodalité, interopérabilité... sont les maîtres mots. Là encore, il a été décidé de développer de nouvelles idées avec des startups telles que le covoiturage, le télétravail, les aménagements des horaires de travail... pour limiter les bouchons en heures de pointe.

## ■ Traitement de déchets/recyclage

Au-delà des solutions de tri sélectif, de recyclage de déchets voire l'incinération... les deux partenaires sont en train d'examiner de nouvelles solutions telles que la méthanisation. L'idée est de collecter des déchets verts pour en faire du compost, et extraire du biogaz pour réinjection dans le circuit. Des réflexions sont en cours au sujet de la méthanisation pour une éventuelle réinjection dans des bus qui roulent au biogaz. Au-delà de l'incinération, il est aussi question d'opter pour la micro-gestion des déchets au niveau des villes et des exploitations agricoles relevant de la région. □

## L'Île-de-France en chiffres

PLUS connue sous l'appellation de «région parisienne», l'Île-de-France agit dans la plupart des domaines qui concernent les 12 millions de Franciliens: transport, développement économique, environnement, lycées, apprentissage... Sur un espace qui couvre 2% du territoire français, mais rassemble 18% de sa population et près de 30% du PIB national, elle compte plus d'un million d'entreprises, soit plus de 23% du total national (en 2015). Depuis 10 ans, l'Île-de-France est la région qui a la compétence transport. Chaque jour, 5 millions de passagers transitent dans le métro parisien et 5 millions d'usagers y empruntent le bus. □

Alstom et Ratp Dev, qui ont équipé et opèrent le tramway de Casablanca...

Du côté marocain, la région Casa-Settat peut apporter «l'intelligence de sa jeunesse», selon les termes de la présidente de l'exécutif régional. En effet, les startups casablancaises pourraient trouver des solutions à des problèmes français. «Il y a une multitude d'idées similaires qui naissent au Maroc et qui peuvent être développées en France», insiste Péresse.

Voilà les principaux axes de coopération que cette région compte développer

pour développer des marchés viables et pérennes. «Le vrai sujet pour les startups n'est pas tant le financement, mais plutôt la recherche de clients solvables inscrits dans la durée», fait valoir Valérie Péresse.

## ■ Transformation numérique et territoire

Tout l'enjeu des grandes villes est de pouvoir anticiper les mutations dans la technologie en intégrant les ruptures qui s'opèrent. Il y a des métiers qui

Aziza EL AFFAS

# Un plan d'accélération pour startups

Valérie Péresse et Miriem Bensalah-Chaqroun viennent de conclure un partenariat visant à mettre en place des accélérateurs de startups, pour faire évoluer les jeunes pousses casablancaises et franciliennes. Il s'agit aussi de l'un des axes de coopération régis par un accord signé fin 2016 entre Casa-Settat et la région francilienne. Entretien avec Valérie Péresse, présidente de la région Île-de-France, qui revient sur le détail de cette feuille de route.

**- L'Economiste: Vous venez de rencontrer la présidente de la CGEM. Est-ce que l'Île-de-France va développer des projets avec la Confédération patronale?**

**- Valérie Péresse:** Nous souhaitons travailler avec le patronat marocain pour jumeler des incubateurs de Casablanca et de l'Île-de-France. L'objectif consiste aussi à mettre en place des accélérateurs de startups, pour faire évoluer les jeunes pousses casablancaises et franciliennes. Nous allons sans doute monter un jumelage dans ce sens. Nous avons déjà quelques noms d'incubateurs franciliens en tête. Parmi eux, Incuballiance qui est à Saclay, Numa qui est à Paris ou encore Wilco, qui est le plus grand accélérateur de startups de France. L'idée consiste à accueillir des startups françaises à Casablanca.

Dans l'autre sens, l'Île-de-France devra accueillir des startups casablancaises.



«L'Institut d'urbanisme et d'aménagement en Île-de-France travaille en collaboration avec la région de Casa-Settat sur le Schéma directeur de l'aménagement urbain», annonce Valérie Péresse, présidente de la région Île-de-France (Ph. F. Al Nasser)

selectionnées à l'avance, à la fois franciliennes et marocaines, pour pitcher leur potentiel.

**- A quelle échéance et comment comptez-vous opérationnaliser ce dispositif?**

- Dès ce printemps, il sera lancé. Après, nous mettrons en place un système qui s'autorégule. Normalement, ce sera un rendez-vous mensuel. Mais nous devons convaincre les acheteurs à venir. Ensuite, nous organisons des journées avec des solu-

spécialisée dans l'économie circulaire au sein de l'Institut de l'urbanisme de l'Île-de-France. Elle sera mise à contribution. Nous pensons organiser une conférence conjointe

entre l'Île-de-France et Casablanca pour développer le transfert d'expertise dans les deux sens, surtout par rapport à l'efficacité énergétique, et les éco-matériaux bio-sourcés, recyclés, le nouveau béton bois... L'événement est prévu pour l'automne prochain.

**- Le traitement des déchets est l'un des problèmes majeurs de Casablanca. Est-ce que l'Île-de-France peut apporter des solutions adaptées?**

- C'est un sujet important sur lequel nous travaillons en ce moment. Nous avons mis en relation Mustapha Bakkoury (ndlr: président de la région Casa-Settat) avec Hervé Marseille, sénateur-maire de Meudon, qui est aussi le président du syndicat du traitement des déchets d'Île-de-France. La région ne gère pas les déchets, c'est plutôt le syndicat qui le fait. Mais effectivement, Bakkoury veut travailler sur cette question. Par ailleurs, il y a une startup marocaine qui travaille sur la méthanisation des déchets. C'est-à-dire vous collectez des

## Le tram casablancais plus sécurisé

LE tram casablancais nous a permis de remonter de bonnes idées pour le tram francilien, relève Valérie Péresse. Selon elle, le modèle développé à Casablanca est beaucoup plus sécurisé. Les stations de Casablanca sont plus sécurisées pour éviter les fraudes. «Nous avons un problème de paiement», car il y a des Franciliens qui prennent le tram comme s'ils prenaient des navettes gratuites», ajoute-t-elle. Du coup, tous les aménagements de trottoirs et les dispositifs de sécurisation peuvent être dupliqués à Paris. L'intérêt de la station sécurisée est qu'elle permet de réguler et de limiter considérablement la fraude. □

L'esprit de cette démarche est de l'inscrire dans une logique d'export, de conquête de marchés et de partage de savoir-faire. Par ailleurs, nous avons proposé, dans le cadre des Mardis de la smart région que nous allons organiser à partir d'avril prochain, d'inviter des acheteurs publics franciliens pour rencontrer des startups autour de thématiques précises. Des startups marocaines seront invitées pour pitcher devant les acheteurs franciliens. A titre d'exemple, nous allons faire rencontrer des représentants de lycées avec des startups spécialisées dans la e-éducation qui vont pitcher pour voir les services que les lycées peuvent acheter. Autre exemple, l'on fera venir des maires de l'Île-de-France, qui sont plus de 1.200, pour débattre des problèmes de sécurité, de propreté, gestion de déchets, de mobilité, de transport, de services digitaux... Là encore, l'on procédera à des présentations de star-

tions qui correspondent aux problèmes des donneurs d'ordre. C'est une organisation qui nécessite de l'ingénierie pour bien identifier les problèmes à l'avance et trouver des solutions sur mesure à la commande publique. Dans l'Île-de-France, la commande publique représente quasiment 25 à 30% des achats dans certains domaines, notamment les services offerts au public. Car, finalement, le vrai sujet n'est pas le financement des startups, c'est plutôt la recherche de clients. Si les startups trouvent des clients de référence, les financements suivront.

**- Quel est le bilan de la 1re année de coopération de l'Île-de-France avec la région de Casablanca?**

- En plus du salon «Futur.e.s in Africa», nous sommes en train de travailler sur la question de l'efficacité énergétique des matériaux, puisque nous avons une agence

# Un plan d'accélération pour startups

déchets verts, vous faites du compost, du biogaz que vous collectez et vous réinjectez. Après, il faut le vendre. Nous sommes en train de mener une expérimentation de méthanisation avec réinjection dans des bus qui roulent au biogaz. Là, c'est une expérimentation qui peut intéresser la région de Casablanca. Bien évidemment, de grandes entreprises comme Veolia, Engie, GDF... peuvent apporter leur expertise. Au-delà de l'incinération, il y a la micro-gestion des déchets au niveau des villes et des exploitations agricoles.

**- Comment vous vivez la transformation numérique avec les ruptures et mutations induites au niveau de l'Île-de-France?**

- Je pense qu'il y a des métiers qui sont appelés à disparaître, comme il y a des milliers d'autres qui sont appelés à se créer et se développer. Pour l'Île-de-France, le gros sujet est de se déplacer moins et télé-travailler. Nous avons une métropole où il fait bon vivre lorsqu'on ne se déplace pas en heures de pointe. La priorité pour nous est de réussir à développer le très haut débit dans toute la région d'ici 2022 et d'éviter les déplacements au maximum grâce au télétravail. Aujourd'hui, presque la moitié des agents sont en télétravail jusqu'à 2 jours par semaine.

Autrement dit, ils viennent au bureau 3 jours au lieu de 5 par semaine. On leur rembourse 4 heures de transport par semaine. On travaille aussi sur les horaires aménagés de travail avec une tranche allant de 10h à 15h. L'enjeu est de mieux gérer les flux de transport, avoir moins d'embouteillage, des moyens de transport moins saturés, moins de stress et une qualité de l'air. A cet effet, nous sommes en train de mettre en place des lieux de télétravail numérique pour que les personnes puissent travailler près de chez elles, et pas forcément venir

au bureau. L'idéal aussi est de pouvoir créer sa propre entreprise là où l'on habite, ou tout près de chez soi. Cela fait vivre le commerce en banlieue et l'activité économique locale. Nous sommes donc en train d'inventer une nouvelle métropole qui n'est pas concentrée sur le centre, mais qui se développe dans une vie harmonieuse à la campagne et tout près de la ville. C'est de l'anti boulot, dodo, métro...

**- Tous ces nouveaux concepts sont séduisants, mais ils ne sont pas transposables dans le contexte de Casablanca...**

- Certes, ce n'est pas l'urgence pour les Casablancais, mais cela ouvre des pistes de réflexion. Sur la transformation numérique, nous avons une grille de formation. Parce que nous allons avoir une pénurie d'une dizaine de milliers d'emplois dans le domaine du numérique en Île-de-France. Cela concerne la pose de la fibre optique où il va falloir 5.000 personnes pour déployer le réseau. Il y a aussi toutes les nouveautés et métiers qui concernent le numérique: web développeurs, web designers, programmeurs... Nous avons besoin de transformer la marche forcée des compétences. Il y a une grande école francilienne qui va s'implanter à Casablanca pour apprendre une méthode spécifique de codage aux chômeurs et aux personnes qui n'ont aucune culture informatique. En clair, nous allons pouvoir former des personnes au chômage ou d'autres qui sont en reconversion d'emploi, y compris les femmes. C'est tout un plan qui est mis en place pour aider à la transformation des compétences.



*«Je crois que le numérique, c'est de l'intelligence. Il y a une jeunesse casablancaise qui a des idées à faire valoir», affirme Valérie Péresse, présidente de la région Île-de-France (Ph. F. Al Nassar)*

A titre d'exemple, les drones; on en a partout dans la surveillance, la communication pour filmer l'agriculture, les inondations, l'étude des sols, les catastrophes naturelles... Nous avons formé à marche forcée des dizaines de pilotes de drones. Un métier qui n'existait pas il y a 3 ans.

**- Un partenariat, c'est d'abord un échange dans les deux sens. Que peut apporter la région de Casablanca à l'Île-de-France?**

- Je crois que le numérique, c'est de l'intelligence. Il y a une jeunesse casablancaise qui a des idées à faire valoir. Pour vous donner un exemple, nous avons une startup casablancaise qui a développé un système de paiement de confiance pour la diaspora marocaine. Ce qui a permis de payer à distance des prestations pour la famille qui est restée au Maroc.

L'Île-de-France compte des millions de Franciliens issus des diasporas. Du coup, un système de paiement sécurisé dans un pays étranger devra forcément marcher. Il y a une multitude d'idées similaires qui naissent au Maroc et qui peuvent être développées en France. Nous avons aussi l'exemple de deux jeunes franco-marocains qui ont développé un système de financement de voyages par le partage de bagages. C'est un peu le Bla-bla-car des bagages. Il y a aussi l'exemple de la startup marocaine qui a développé des frigidaires sans électricité, uniquement à base d'argile. C'est pour vous dire que l'intelligence n'a pas de limites ni de frontières. Dans le cadre de la convention qui lie les 2 régions, nous avons un volet consacré à ces problématiques de l'urbanisme. L'Institut d'urbanisme et d'aménagement en Île-de-France travaille en collaboration avec la région de Casa-Settat sur le Schéma directeur de l'aménagement urbain (SDAU). □

Propos recueillis par  
Amin RBOUB et Aziza EL AFFAS

## Toutes les informations en «open data»

L'ÎLE-de-France est en train de mettre en place des services intelligents un peu partout. La région s'appête en effet à lancer «Oriane», un portail d'orientation pour les jeunes qui recense toutes les offres de formation en fonction des besoins sur chaque territoire. Ce nouveau système, basé sur l'utilisation du big data, a nécessité 2 ans de travail. «Nous avons exploité les données de pôle emploi, les besoins des entreprises, des territoires, des universités, de formation professionnelle... pour lancer une cartographie», précise la présidente de la région.

L'Île-de-France, qui est un vaste territoire, a été jusqu'ici considérée comme un seul bassin de l'emploi. A partir de ce mois-ci, si vous êtes Francilien, vous pouvez savoir s'il y a de l'emploi près de chez vous et quels sont les métiers qui recrutent, ceux où vous risquez d'être au chômage, quelles formations près de chez vous si vous souhaitez changer de métier... «Nous lançons aussi le double numérique de la région», poursuit Péresse. Il s'agit d'une modélisation 3D avec toutes les données

disponibles sur la région. Ce mois-ci, la région lance aussi toute l'offre en immobilier professionnel avec possibilité de visiter le quartier, les prix, l'environnement... sans se déplacer.

«Nous aurons aussi un service «Île-de-France startups» qui va recenser plus de 8.000 startups», annonce la présidente de la région. Un système pour la prévention des inondations en collaboration avec les assureurs sera également mis en place... «En fait, la smart région n'est autre qu'une grande carte avec toutes les données en open-data, les startups peuvent y puiser pour lancer de nouveaux services: horaire de train, flux déplacement, immobilier disponible, population, tranches d'âge, les places de parking disponibles...», explique Péresse. La région lancera également cette semaine une application sur la sécurité dans les transports publics. «Alerte 3117» est une application téléchargeable sur smartphone. Les services de sécurité de la SNCF et de RATP sont informés en direct via cette application. □

A. E.